

## Libye : à qui le pétrole ?<sup>1</sup>

Ah, le pétrole, l'or noir, ce sang d'encre qui fait tourner les économies et les têtes des spéculateurs... C'est un expert londonien qui évoquait tout haut ce que l'on chuchote depuis longtemps. Vitol (une des très plus importantes sociétés de courtage de pétrole brut au monde, installée au Pays-Bas et en Suisse) a réussi à « se placer à moindres frais au cœur de la vaste foire d'empoigne qui se déroule autour du pétrole libyen dans la perspective de l'après-Kadhafi. »

Foire d'empoigne... Cela ne fait pas très libérateur, ni démocratique. Et pourtant, plus personne ne nie que les pays qui ont soutenu les rebelles et le Conseil national de transition (CNT) avaient d'emblée en tête l'irrésistible désir de se tailler la part du lion. Autrement et crûment dit de mettre la main au moindre coût sur ces millions de barils, ces huiles légères, extraites au moindre coût et si convoitées par les raffineurs.

La vergogne n'étouffe pas les fauves. Ainsi a-t-on appris que le très conservateur secrétaire d'Etat britannique...au développement international Alan Duncan a pu donner la pleine mesure de son talent et de son humanisme. Avant de participer au gouvernement de sa gracieuse Majesté, cet homme si « raffiné » a joué les intermédiaires entre producteurs et consommateurs de pétrole, offrant d'abord ses services à Vitol, puis à l'américaine Shell.

On est bien loin des palabres de circonstances sur l'avenir de la Libye. Certes, personne ne regrettera Kadhafi. Mais une chose saute aux yeux. Il a semblé plus facile à l'OTAN de faire la guerre que de préparer la paix. Maintenant est venu le temps des questions. Quelle est la légitimité réelle du CNT ? Quelle est sa cohérence ? Tout risque de guerre civile est-il surmonté maintenant qu'il s'agira de gérer un pouvoir arraché par les armes. Dans quel Etat de droit ? Quel sera son degré d'indépendance ? Et d'ailleurs, l'OTAN est-elle prête à donner au pays toute sa souveraineté ou maintiendra-t-elle une sorte de protectorat sur le pays ?

### L'ami d'hier

On connaît la duplicité des puissances occidentales qui hier encore, comme Paris, invitait Kadhafi à planter sa tente bédouine de luxe dans les jardins de l'Élysée. On sait désormais de source sûre que les services secrets américains et britanniques ont collaboré dans le « traitement » - en fait le « sous-traitement » par la torture - de militants islamistes. On se rappelle les accords passés entre l'Europe et Tripoli pour édifier des camps de concentration entassant aux confins du désert des candidats à l'exil vers le vieux continent...

A cette époque, le tyran libyen était tout à fait fréquentable ou du moins fort utile. Et maintenant ? Alors que le conflit n'est pas terminé, quelles conditions faudra-t-il assurer pour garantir l'unité nationale ? Quels rapports peut-on prévoir entre les milices qui ont conduit la guerre et les dirigeants du CNT ? Le CNT, aujourd'hui fêté dans nos capitales, restera-t-il longtemps en odeur de sainteté s'il confirme son refus de toute présence militaire étrangère sur le sol libyen ? Et si oui, sous le poids de quelle tutelle ?

### L'heure des comptes

Pour l'heure, la guerre n'est pas terminée. L'OTAN poursuit ses bombardements (on sait que des forces spéciales otaniennes ont participé au sol à la bataille de Tripoli), le ton monte entre certaines factions dans le camp des vainqueurs. Mouammar Kadhafi, rodomontades ou chant du cygne, appelait encore le 1<sup>er</sup> septembre à poursuivre le combat. En ces termes apocalyptiques dont l'homme est coutumier : « S'ils veulent une longue bataille, qu'elle soit longue. Si la Libye brûle qui pourra la gouverner ? Qu'elle brûle ! » Mais personne ne semble garantir que le dictateur n'a pas fui à l'étranger.

---

<sup>1</sup> par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - septembre 2011.

Mais là ne semblent plus être les préoccupations immédiates de la population. Dans la capitale, il manque pratiquement de tout : eau, nourriture, matériels médicaux et sanitaires. Le CNT a lancé un appel à l'aide d'urgence Mais au-delà des promesses, telle ne semble pas être la priorité des alliés qui se sont empressés de réparer le gazoduc qui relie la Libye et l'Italie. Les exportations de pétrole devraient reprendre au plus vite. La guerre a coûté cher ? Aux Libyens de passer à la caisse. Comme l'a reconnu avec un incroyable cynisme le Premier ministre Yves Leterme : « Des pays ont pris très tôt leurs responsabilités, il est important que le CNT reconnaisse que la Belgique a été très active, très courageuse. » Bref, qu'elle reçoive une belle rétribution pour avoir envoyé ses F-16 dans le ciel d'Afrique du Nord

### **Hypocrisie occidentale**

C'est dans cet esprit que s'est tenue le 1<sup>er</sup> septembre à Paris une conférence sur la transition et la protection de la « Libye utile à laquelle ont pris part une trentaine de pays. En l'absence de l'Union africaine qui ne reconnaît pas le CNT et de la plupart des pays arabes. La CNT, représenté par son président Mustapha Abdeljalil et son second Mahmoud Jibril, ont chiffré les besoins immédiats du pays à 5 milliards de dollars, pour faire face aux pénuries alimentaires ou remettre les institutions de base en état de fonctionner. Sans obtenir grand-chose d'autre que des brouilles, de vagues promesses et l'expression d'une profonde méfiance vis-à-vis des nouveaux dirigeants.

Dans les coulisses, revenons-y, il fut par contre beaucoup question de pétrole. Comme de coutume. Le quotidien *Libération* a ainsi révélé que dès le 3 avril, en pleine guerre et à un moment où la situation militaire était bloquée, une missive du CNT à l'émir du Qatar, évoquait la signature d'un accord « attribuant 35 % du total du pétrole brut aux Français en échange du soutien total et permanent à notre conseil ».

Façon faux cul, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a nié un tel accord... tout en concédant que « Le CNT a dit très officiellement que dans la reconstruction, il s'adresserait de manière préférentielle à ceux qui l'ont soutenu, ce qui me paraît assez logique et juste ». Mieux. Juppé a ajouté : « On nous a dit que cette opération en Libye coûte cher, mais c'est aussi un investissement pour l'avenir<sup>2</sup>. »

Pourquoi s'encombrer de scrupules ? Avides d'or noir, ils se sont coalisés en « groupe de contact sur la Libye ». Qui ? Les pays occidentaux qui se sont vite ralliés au CNT. On y trouve le pétrolier italien ENI qui voudrait garder ses parts de marché dans son ancienne colonie. On y trouve évidemment le britannique BP et le français Total, quasi-absents de la Libye avant le déclenchement des hostilités mais pressé de profiter de l'enthousiasme martial de la Grande-Bretagne et de la France dans la guerre. Les Etats-Unis se sont évidemment invités au repas des fauves, inquiets de l'avenir des accords passés entre Kadhafi et les pétroliers US quelques mois à peine avant le déclenchement des hostilités.

Ainsi vont les « amis de la Libye ». Alors que le Programme alimentaire mondial (PAM-ONU) annonce, lui-aussi, une catastrophe humanitaire dans un pays détruit par les bombardements et la guerre.

### **Total jubile**

Détail que tout cela. La guerre aurait, nous l'avons dit, fait un grand vainqueur. Car, s'il y en a un qui doit se réjouir de cette guerre « humanitaire », c'est bien le géant pétrolier français Total. Dès le mois de mars, un de ses représentants venait encourager les insurgés. Ceux-ci ont déjà réorganisé une filière du pétrole avec l'entreprise AGOCO. Selon la revue spécialisée *Petroleum Economist*, la compagnie Arabian Gulf Oil dirigée par des insurgés libyens serait en passe de réactiver les champs pétrolifères de Sarir et de Misra, dans l'Est libyen. Et, alors que le pays est largement un champ de ruine, les dirigeants de la compagnie font leurs comptes et choisissent leurs amis. Ainsi, elle a annoncé que les pays qui n'ont pas activement soutenu la rébellion se verraient certai-

---

<sup>2</sup> La Libye, qui recèle les plus vastes réserves d'Afrique, est déjà à elle seule la troisième source d'approvisionnement de la France, ex aequo avec la Mer du Nord (16 % du total en 2010), derrière les pays du Proche-Orient (17 %) et ceux de l'ex-URSS (32 %).

nement privés de la manne pétrolière libyenne. Comme la Russie. Ou la Chine, qui a pourtant lancé 50 projets et créé 36.000 emplois dans le pays. Il y a aussi le Brésil.

Après l'entrée des insurgés à Tripoli, l'action du groupe Total a bondi. Il y a un autre acteur français qui compte bien tirer profit de la présence de Sarkozy en première ligne de la croisade otanienne. Il s'agit de GDF-Suez. Le pays contient d'importantes ressources en gaz, et le groupe français y était totalement absent. L'action de GDF a, elle aussi, connu une forte hausse.

### Et maintenant ?

La Bourse, comme toujours, est bien peu regardante sur les conditions politiques et géostratégiques dans lesquelles elle accumule ses profits. Evoquant, dix ans après le 11 septembre, les « guerres contre le terrorisme » contre les « Etats voyous », Alain Gresh tirait, sur le site du *Monde diplomatique*, ce bilan peu glorieux : « Les Etats-Unis devraient se retirer d'Irak d'ici à la fin de l'année, laissant derrière eux un pays détruit, avec un gouvernement divisé et corrompu, qui sera plus proche de Téhéran que de Washington. En Afghanistan, malgré les déclarations lénifiantes, la montée en puissance des talibans apparaît irrésistible, tandis que le Pakistan s'enfonce dans la crise. Quant à Al-Qaïda, si son chef Oussama Ben Laden et nombre de ses hauts dirigeants ont été tués, elle a essaimé au Maghreb, au Yémen, au Nigeria, etc. » Et il évoquait une fois de plus la remise en cause des libertés en Occident au nom de la lutte contre le terrorisme...<sup>3</sup>

Nul ne sait à ce jour sur quoi déboucheront les révolutions, si multiformes, dans le monde arabe. Ni quelles sont les forces politiques qui émergeront. Notons pour l'heure qu'en Libye même, la deuxième bataille de Tripoli semble avoir commencé, qui oppose entre eux des leaders rebelles, aux opinions difficilement conciliables, et se disputent déjà le pouvoir et l'avenir du pays.

En attendant, à Tripoli, le « président » du CNT, Moustapha Abdeljalil, a fait le 12 septembre une apparition publique devant une foule de milliers de Libyens qui célébraient la « victoire » contre le régime de Mouammar Kadhafi. Dans son premier discours en public à Tripoli, le numéro un du CNT a affirmé que « l'islam sera la principale source de la législation » dans la nouvelle Libye. Un gage donné aux islamistes radicaux ? « Nous n'accepterons aucune idéologie extrémiste de droite ou de gauche. Nous sommes un peuple musulman, à l'islam modéré et nous allons continuer sur cette voie », a-t-il ajouté. Mais il est bien difficile aujourd'hui de juger de la réelle cohérence de ce « nous ».

---

<sup>3</sup> « 11 septembre, qu'est-ce qui a changé ». Sur le site du *Diplo*, le 9 septembre 2011.